



Israël menace d'envahir Gaza

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 02 janvier 2009

[WSWS](#) 2 janvier 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

Après un bombardement soutenu qui tué au moins 300 personnes et blessé plus de 1000, Israël semble prêt à procéder à une invasion terrestre de Gaza.

Selon des officiels israéliens à la Défense, les ministres du cabinet auraient donné leur approbation à une invasion terrestre massive de Gaza. Des centaines de soldats des Forces de défense d'Israël (FDI), y compris les opérateurs de tanks et de véhicules blindés, sont déjà positionnés à la frontière. Les FDI ont aussi fait appel à 6500 réservistes.

Les avions des Forces aériennes israéliennes (FAI) ont poursuivi leurs attaques lundi, frappant au moins 30 cibles dans la bande de Gaza tôt en matinée dont une mosquée et la station de télévision Al-Aqsa. Les FAI ont ensuite bombardé plus de 40 tunnels servant au ravitaillement au sud de la bande de Gaza, dont un important tunnel servant au transport de carburant en provenance d'Égypte.

Des centaines de Palestiniens ont pris d'assaut la barrière se trouvant à la frontière de Gaza et de l'Égypte mais les forces de sécurité égyptiennes ont ouvert le feu et les ont fait fuir. Le Hamas a accusé l'Égypte d'être complice d'Israël en refusant d'ouvrir le terminal de Rafah sur la frontière avec Gaza.

Le correspondant du *Haaretz* à l'armée, Amos Harel, a décrit l'opération comme la version israélienne du « shock and awe » (choc et stupeur), affirmant que cela « était pratiquement une guerre entre Israël et le Hamas ». Israël a attaqué plus de 200 sites depuis le début de l'opération samedi.

L'opération « Plomb durci » de samedi était un exemple particulièrement violent de la punition collective infligée aux 1,5 million d'habitants de Gaza. 100 tonnes d'explosifs ont été larguées par 64 avions, soit la plus importante opération israélienne contre Gaza depuis 1967. Des femmes et des enfants sont parmi les victimes.

Trois hauts officiers du Hamas ont aussi été victimes des attaques. Des installations connues du Hamas ont été ciblées, mais aussi des zones résidentielles à proximité d'écoles et d'hôpitaux. Le Hamas affirme que toutes les enceintes des services de sécurité ont été détruites. Selon un officiel des services médicaux de Gaza, environ deux tiers des victimes sont des policiers ou des membres des diverses forces de sécurité du Hamas.

Le *Los Angeles Times* a rapporté que les hôpitaux sont « débordés de morts et de blessés ». Rapportant comment les Israéliens avaient attaqué la principale station de police de Gaza City lors de la journée de graduation, le quotidien a décrit « les corps ensanglantés de jeunes hommes palestiniens, morts ou encore en vie, dans des uniformes noirs, alors que

les survivants accourent pour venir en aide aux blessés...

« A l'hôpital Shifa de Gaza City, des corps ont dû être disposés dans le stationnement. Une femme déambulait, criant, "Mon fils, mon fils!" Elle trouva finalement le corps du garçon et recouvrit d'un drap son corps presque nu.

« Après les attaques aériennes d'Israël de samedi, 215 victimes se sont présentées à l'hôpital Shifa en 15 minutes », poursuit l'article. « Ahmad Sinwar, 4 ans, jouait dans la cour de sa maison à Gaza City lorsque les quartiers généraux de la défense civile furent bombardés tout près. Il fut tué par un débris de ciment qui blessa aussi deux de ses frères et sœurs. "Je n'aurais jamais pensé que les quartiers généraux de la défense civile pouvaient être considérés comme une cible militaire", a déclaré en pleurs le père de Ahmad, Reyad Sinwar. »

La ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, a averti que d'autres dirigeants du Hamas pourraient être assassinés, soulignant que « personne n'avait l'immunité ». « Nous avons fait preuve de retenue jusqu'à maintenant », a-t-elle déclaré. « Mais aujourd'hui l'opération militaire est la seule option possible. »

Le ministre de la Défense Ehoud Barak a lancé samedi la menace d'une invasion terrestre et a rejeté toute possibilité d'un cessez-le-feu. « Nous demander d'observer un cessez-le-feu avec le Hamas, c'est comme vous demander d'observer un cessez-le-feu avec Al-Qaïda », a-t-il affirmé à Fox News. « Si des soldats sont nécessaires, ils y seront. »

En insistant sur l'ampleur de l'attaque qui est envisagée, il a menacé, « Nous avons l'intention de changer totalement les règles du jeu. »

Le premier ministre Ehoud Olmert a repris ce message, affirmant que l'objectif était d'apporter une « amélioration fondamentale » au contexte de sécurité.

Les puissances occidentales ont demandé comme à l'habitude, de manière hypocrite, qu'Israël fasse preuve de plus de retenue, tout en blâmant le Hamas pour la violence. Elles acceptent la justification d'Israël selon laquelle son attaque meurtrière est une réaction à la reprise des tirs ineffectifs de roquettes et de mortiers contre les villes israéliennes de l'ouest du Negev tout de suite après la fin de l'accord de cessez-le-feu négocié par l'Egypte entre le Hamas et Israël en juin dernier. Les roquettes palestiniennes ont causé la mort d'une personne dimanche, après le bombardement de Gaza par Israël.

Les Etats-Unis ont été particulièrement belliqueux, un porte-parole de la Maison-Blanche affirmant à propos du Hamas : « Ces individus ne sont rien d'autre que des voyous, et Israël doit défendre sa population contre des terroristes comme le Hamas qui tuent sans distinction leur propre population. »

La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a déclaré que les Etats-Unis tenaient le Hamas responsable pour le bris du cessez-le-feu et la reprise des violences à Gaza. La Maison-Blanche n'a pas demandé que cessent les frappes des Forces aériennes israéliennes.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a appelé dimanche à l'arrêt immédiat des violences dans la bande de Gaza. Il a toutefois rejeté les demandes de la Lybie pour une réunion publique du conseil et l'adoption d'une déclaration présidentielle, pour plutôt accepter une proposition de la Russie suggérant la publication d'un communiqué de presse.

L'Union européenne a exhorté « toutes les parties à faire preuve d'un maximum de retenue ». Un porte-parole du président français Nicolas Sarkozy a appelé à « l'arrêt immédiat des tirs de roquettes sur Israël ainsi que des bombardements israéliens sur Gaza », alors que le ministère britannique des Affaires étrangères a affirmé comprendre « l'obligation du gouvernement israélien de protéger sa population » et a déclaré que « tous les tirs de roquettes contre Israël » devaient cesser. La Russie a aussi compris « l'obligation du gouvernement israélien de protéger sa population » et a demandé aux « militants de la bande de Gaza de cesser immédiatement toute attaque de roquettes contre Israël ».

L'Égypte a condamné Israël pour les morts et les blessés qui ont résulté de ses attaques, mais a promis de continuer à collaborer avec les supposés efforts de Washington pour « créer une atmosphère favorable au renouvellement de la trêve et à la réconciliation entre Palestiniens », parlant du Hamas et du président Mahmoud Abbas du Fatah. Auparavant, le président Hosni Moubarak avait invité Livni au Caire pour discuter de la possibilité de prolonger la trêve, mais elle a répondu : « Assez, c'est assez. Celui qui tire doit s'attendre à des représailles. »

Pour une deuxième journée dimanche, des manifestations ont eu lieu dans tout le Moyen-Orient pour protester contre l'assaut d'Israël envers la Bande de Gaza. Dans la Cisjordanie sous occupation, un manifestant a été tué et au moins deux autres sérieusement blessés par des tirs israéliens dans une manifestation à Ramallah.

Au Yémen, des dizaines de milliers de personnes se sont réunies dans un stade de la capitale, scandant des slogans anti-Israël et dénonçant les dirigeants arabes pour leur inaction. « Combien longtemps le silence durera-t-il ? Réveillez-vous Arabes ! » pouvait-on lire sur une bannière.

Plusieurs membres du parlement de Jordanie ont brûlé le drapeau israélien sous le dôme du parlement qui siégeait dimanche, après avoir demandé l'expulsion de l'ambassadeur israélien. Au Liban, des centaines de Libanais et de réfugiés palestiniens ont organisé un sit-in près des bureaux des Nations unies au centre de Beyrouth. Des manifestations ont eu lieu dans tout l'Irak. Des douzaines de réfugiés palestiniens se sont rassemblés dans le quartier de Baldiyad, dans l'est de Bagdad, pour scander des slogans anti-israéliens et pour brandir des messages de soutien à Gaza.

Il y a aussi eu des manifestations à Damas, en Égypte et au Soudan. Dans l'Ouest, les manifestations dénonçant l'assaut israélien ont eu lieu à Londres, à Chicago et à Atlanta entre autres endroits.

Israël a lancé une campagne systématique contre Gaza depuis que le Hamas a gagné les élections de l'Autorité palestinienne en janvier 2006, battant le Fatah qui jouissait de l'appui d'Israël ainsi que des États-Unis. Israël a fomenté la guerre civile entre le Fatah, dont le pouvoir est basé à Ramallah en Cisjordanie, et le Hamas.

Depuis juin 2007, lorsque le Hamas a déjoué un coup planifié par le Fatah pour prendre le contrôle de Gaza, Israël a instauré un blocus de ce dernier qui a privé ses habitants de tout sauf des provisions les plus fondamentales. Les services essentiels comme l'eau, les égouts et l'électricité sont coupés pour des périodes atteignant 16 heures par jour. On trouve des égouts à ciel ouvert dans les rues des villes. Au moins 50 pour cent de la population adulte est au chômage et 80 pour cent de la population vit sous le seuil de pauvreté.

Au début de ce mois, les banques de Gaza ont toutes manqué de liquidités à cause des restrictions imposées par Israël, ce qui a entraîné leur fermeture ainsi que celle des guichets automatiques. L'Office de secours et de travaux des *Nations Unies* pour les *réfugiés de Palestine* a été forcé de cesser la distribution d'argent pour 94 000 Palestiniens.

En novembre, après que des roquettes eurent touché Sederot, une ville du sud de l'Israël, ce dernier a imposé un blocus total de la frontière avec Gaza. Avec la fin officielle du cessez-le-feu entre le Hamas et Israël le 19 décembre, les affrontements militaires ont recommencé.

L'augmentation de l'offensive contre Gaza a plus à voir avec les élections générales en Israël, prévues pour le 10 février, qu'avec la reprise des tirs de roquettes par le Hamas et les militants du Jihad islamique.

Barak et Livni se présentent tous les deux au poste de premier ministre dans une course où le leader est présentement Benjamin Netanyahu du parti de l'opposition, le Likoud. Netanyahu a axé sa campagne sur des appels pour une « politique active d'attaque » encore plus agressive contre le Hamas, accusant l'actuelle coalition gouvernementale du Kadima et des travaillistes d'être trop « passive ». Il a déclaré : « A long terme, le renversement du régime du Hamas est inévitable. A court terme... il y a un vaste éventail de possibilités, allant de ne rien faire à tout faire, c'est-à-dire à reconquérir Gaza. »

Livni a répondu en déclarant devant une assemblée de Kadima qu'elle renversera le Hamas si elle devenait premier ministre. « L'Etat d'Israël et le gouvernement que je dirigerai, auront comme objectif stratégique de renverser le régime Hamas à Gaza, a-t-elle dit. Les moyens pour y arriver seront militaires, économiques et diplomatiques. »

Livni a aussi indiqué que tout accord auquel elle arrivera avec le Fatah de Abbas pour former un Etat palestinien dans une partie de la Cisjordanie offrira une « solution nationale » aux Arabes israéliens, a-t-elle déclaré à la radio. Son programme pour le maintien d'un Etat israélien juif et « démocratique » est « qu'il y ait deux entités nationales distinctes », a-t-elle déclaré. « Entre autres, a-t-elle ajouté, je pourrais aussi dire aux Palestiniens établis en Israël « vos aspirations nationales se trouvent ailleurs. » »

L'expulsion des Arabes israéliens est depuis longtemps demandée par l'extrême droite israélienne. Il y a maintenant plus d'un million d'Arabes israéliens, ce qui représente environ 15 pour cent de la population de ce pays. Il est attendu qu'au cours des 20 prochaines années, la population arabe, en raison de son plus haut taux de natalité, pourrait dépasser la population juive en nombre et ainsi défier le caractère officiellement juif de l'Etat.

Barak, qui est à la tête du Parti travailliste, est menacé de subir un revers cuisant dans les élections et est désespéré de prouver qu'il est lui aussi anti-palestinien. Le principal point au programme du Parti travailliste, une entente avec les Palestiniens sur la base d'un Etat palestinien diminué et dominé par Israël, est indiscernable de ce que propose Kadima, le parti fondé par Ariel Sharon pour ses propres fins politiques, en dehors du Likoud. Plusieurs dirigeants du Parti travailliste ont rejoint Kadima, y compris Shimon Peres, Dalia Itzik et Ami Ayalon.

Alors que l'on s'attend à ce que Kadima perde les élections, les travaillistes se préparent à former une coalition avec le Likoud et virent en conséquence vers la droite.

Un autre facteur intervenant dans les calculs d'Israël est le remplacement de l'administration Bush par une Maison-Blanche dirigée par le démocrate Barack Obama le 20 janvier prochain. Plusieurs hauts dirigeants israéliens n'ont que de la méfiance pour le nouveau président américain.

Quant à lui, Obama a fait tout ce qui était en son pouvoir pour rassurer tant les Israéliens que l'élite dirigeante américaine. Il a déclaré au Comité des affaires publics Israël-Etats-Unis en juin qu'il ne « ferait jamais de compromis sur la question de la sécurité d'Israël » et a ajouté qu'il soutenait la politique de l'administration Bush de refuser de négocier avec le Hamas.

Article original en anglais, WSWW, paru le 29 décembre 2008.

© WSWW.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Chris Marsden](#), [WSWS](#), 2009

Articles Par : [Chris Marsden](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca